

JOURNAL OFFICIEL N°224 DU 1 OCTOBRE 2014

Décret N° 0311/PR/MPIIHAT du 24/09/2014 portant création et organisation de l'Agence Nationale de Promotion des Investissements du Gabon

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

CHEF DE L'ETAT ;

Vu la Constitution ;

Vu la loi n°15/98 du 23 juillet 1998 instituant la Charte des investissements en République Gabonaise ;

Vu la loi n°020/2005 du 03 janvier 2006 fixant les règles de création, d'organisation et de gestion des services de l'Etat, modifiée par l'ordonnance n°003/PR/2014 du 19 février 2014 ;

Vu la loi n°12/83 du 24 janvier 1983 organisant la tutelle de l'Etat sur les établissements publics, les sociétés d'économie mixte et les sociétés à participation financière publique, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu la loi n°001/2005 du 4 février 2005 portant Statut Général de la Fonction Publique ;

Vu la loi n°3/94 du 21 novembre 1994 portant Code du Travail de la République Gabonaise, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n°35/PR/MEFBP du 22 janvier 2004 portant création et organisation d'une agence comptable à l'agence de promotion des investissements ;

Vu le décret n°0728/PR/MECIT du 21 juin 2011 portant réorganisation de la Chambre de Commerce, d'Agriculture, d'Industrie, des Mines et d'Artisanat du Gabon ;

Vu le décret n°0730/PR/MECIT du 21 juin 2011 portant création et organisation du Centre de Développement des Entreprises ;

Vu le décret n°0673/PR/MECIT du 16 mai 2011 portant application de la Charte des Investissements aux investissements étrangers en République Gabonaise ;

Vu le décret n°328/PR/MPITPTHTAT du 28 février 2013 portant attributions et organisation du Ministère de la Promotion des Investissements, des Travaux Publics, des Transports, de l'Habitat et du Tourisme, chargé de l'Aménagement du Territoire ;

Vu le décret n°0033/PR du 24 janvier 2014 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;

Vu le décret n°0040/PR du 28 janvier 2014 portant nomination des membres du Gouvernement de la République ;

Le Conseil d'Etat consulté ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

D E C R E T E :

Chapitre I : De la création et des missions

Article 1er : Il est créé, dans le domaine des investissements et des exportations, un établissement public à caractère administratif dénommé Agence Nationale de Promotion des Investissements du Gabon, ci-après désignée « ANPI-Gabon ».

Article 2 : L'ANPI-Gabon assiste le Gouvernement dans la mise en œuvre de sa politique en matière de promotion des investissements et des exportations, de création et de développement des entreprises, d'accompagnement des promoteurs ainsi que dans la mise en œuvre des partenariats publics-privés.

A ce titre, elle est notamment chargée :

- de prospecter des investisseurs potentiels nationaux et étrangers ;
- de proposer les réformes nécessaires à l'amélioration du climat des affaires ;
- de collecter, traiter et diffuser toute information susceptible d'intéresser les opérateurs économiques ou tout tiers ;
- de mettre en place une logistique pour l'accueil des investisseurs ;

- d'accueillir, orienter les investisseurs et accomplir les formalités de création et de mise en place des entités ;
- de concevoir, mettre en œuvre et suivre les partenariats publics-privés ;
- de suivre et évaluer la mise en œuvre des projets d'investissements ;
- de réaliser des études sectorielles et des analyses stratégiques des activités économiques, en concertation avec les autres administrations et opérateurs concernés en vue d'instituer des bourses de projets ;
- de contribuer à l'élaboration des textes devant régir le domaine des investissements, des exportations, de la création d'entreprises et de facilitation des procédures ;
- de mettre en œuvre des mesures favorables à la compétitivité des entreprises de droit gabonais dans leurs actions de développement des exportations de biens et services, en collaboration avec les autres administrations ;
- de développer les produits et services de marketing, de promotion et de communication aux fins d'identification des opportunités commerciales et d'accompagnement des entreprises sur les marchés étrangers ;
- de proposer et mettre en œuvre le Plan Stratégique de Promotion des investissements et des exportations ;
- de favoriser et soutenir le développement des organisations professionnelles exportatrices ;
- d'assurer la centralisation des certificats d'origine des produits soumis à l'exportation ;
- d'informer les entreprises locales sur les opportunités de sous-traitance et de partenariat émanant des entreprises installées au Gabon ou à l'étranger ;
- d'assister les investisseurs dans leurs démarches relatives à l'accès au crédit, à l'obtention des agréments techniques et autres documents administratifs leur permettant d'exercer des activités spécifiques ;
- d'initier, organiser, soutenir, participer et coordonner toute activité de promotion événementiels multisectorielles sur l'investissement favorisant le rayonnement du Gabon à travers des foires, salons, conférences et expositions ou tout autre rencontre ;
- d'assurer la veille et l'intelligence économique ;
- de participer à la négociation et à la signature d'accords et conventions en matière de promotion des investissements et des exportations ;
- d'assurer dans le domaine de ses compétences la fonction de conseil du Gouvernement.

Article 3 : L'ANPI-Gabon constitue le Guichet Unique, centre unique d'accueil et d'orientation des investisseurs et des promoteurs pour la création, la modification, la cessation d'activités, la mise en sommeil d'une entreprise ou l'installation de filiales, de représentations ou de succursales d'entreprises étrangères ainsi que pour les activités d'exportation.

L'ANPI-Gabon peut recevoir des pouvoirs publics toute autre mission en rapport avec son domaine d'activités.

Chapitre II : De l'organisation

Article 4 : L'ANPI-Gabon est rattachée à la Présidence de la République.

Elle est placée sous la tutelle technique du ministère chargé de la Promotion des Investissements.

Elle est dotée de la personnalité juridique et jouit de l'autonomie de gestion administrative et financière.

Elle a son siège à Libreville. Celui-ci peut être transféré en tout autre lieu du territoire national sur décision du Conseil d'Administration.

Article 5 : L'ANPI-Gabon comprend :

- le Conseil d'Administration ;
- la Direction Générale ;
- l'Agence comptable.

Article 6 : Les attributions, l'organisation et le fonctionnement détaillés des organes visés à l'article 5 ci-dessus sont fixées par les statuts matérialisés par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition du ministre chargé de la Promotion des Investissements.

Chapitre III : Des ressources humaines et financières

Section I : Des ressources humaines

Article 7 : Le personnel de l'ANPI-Gabon est composé d'agents publics mis en position de détachement et d'agents régis par le Code du Travail.

Section II : Des ressources financières

Article 8 : Les ressources financières de l'ANPI-Gabon sont notamment constituées :

- des dotations budgétaires de l'Etat ;
- des ressources propres ;
- des contributions des partenaires au développement ;
- d'emprunts ;
- de dons et legs.

Chapitre IV : Des dispositions diverses et finales

Article 9 : Par l'effet des dispositions du présent décret, les prérogatives et actifs précédemment dévolus aux administrations et autres entités publiques ou parapubliques liés à l'exécution des missions désormais concédées à l'ANPI-Gabon 50% de plein droit transférés à celle-ci.

Article 10 : Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions de toute nature nécessaires à l'application du présent décret.

Article 11 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 25 septembre 2014

Par le Président de la République,

Chef de l'Etat

Ali BONGO ONDIMBA

Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement

Pr. Daniel ONA ONDO

Le Ministre de la Promotion des Investissements, des Infrastructures, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire

Magloire NGAMBIA

Le Ministre de l'Economie et de la Prospective

Christophe AKAGHA MBA

Le Ministre du Commerce, des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Artisanat et du Développement des Services

Gabriel NTCHANGO

Le Ministre du Budget et des Comptes Publics

Christian MAGNAGNA